

Négociation des conventions collectives du secteur public

Le gouvernement Legault ridiculise le personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

Longueuil, le 20 octobre 2020 — Après plusieurs mois de négociations, l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) constate que le gouvernement Legault paralyse le processus de renouvellement de la convention collective de ses 56 000 membres. En refusant de donner des mandats clairs à son équipe de négociation, il fait non seulement perdre leur temps aux représentant·e·s de l'APTS à la table de travail mais il ridiculise également des milliers de salarié·e·s qui se démènent pour lutter contre la pire crise sanitaire des cent dernières années.

« On dirait que le gouvernement n'a pas informé son équipe de négociation que nous sommes en pleine pandémie, que la surcharge de travail dans le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) est insoutenable, qu'il y a une pénurie de personnel professionnel et technique et que la protection de la jeunesse est en situation de crise. Il se moque éperdument des 106 titres d'emploi de professionnel·le·s et de technicien·ne·s. La négociation est complètement paralysée et c'est la population qui paiera le prix de l'inaction du gouvernement, faute d'avoir donné le coup de barre nécessaire pour rebâtir notre réseau public », a indiqué la présidente de l'APTS, Andrée Poirier.

Un retour du gouvernement plus qu'insatisfaisant

L'APTS a fait un travail gigantesque de priorisation de ses demandes afin de s'attaquer rapidement à la surcharge de travail, à l'attraction et à la rétention de la main-d'œuvre, aux enjeux en protection de la jeunesse ainsi qu'à la santé et à la sécurité de ses membres. De son côté, le gouvernement n'a pratiquement pas bougé depuis le dépôt de ses offres le 21 mai dernier. Pire, il ignore complètement les propositions syndicales et s'entête à continuer de détériorer les conditions de travail du personnel professionnel et technique.

Le dédain gouvernemental envers les salarié·e·s de la catégorie 4, représenté·e·s par l'APTS, a été clairement mis en évidence lorsque le ministère de la Santé et des Services sociaux a refusé de leur accorder les mêmes primes que celles qu'il consentait à d'autres titres d'emploi.

« Quand il faut soutenir nos entreprises, le gouvernement trouve de l'argent. Mais quand il s'agit de soutenir le personnel du réseau dans les laboratoires, en imagerie médicale, en réadaptation ou en santé mentale, pour ne nommer que quelques secteurs, il n'y a rien. Depuis le début de cette crise, le gouvernement Legault ignore sciemment le travail de nos membres et leur refuse les avantages consentis à d'autres titres d'emploi. C'est enrageant! », a ajouté Andrée Poirier.

Un climat de travail qui se détériore

La situation est loin d'être rose dans les établissements du RSSS et l'intransigeance du gouvernement Legault ne fait qu'envenimer le climat de travail. C'est d'ailleurs le message que l'APTS va transmettre à la table de négociation cet après-midi : la patience de ses membres a atteint ses limites. Ils et elles en ont plus qu'assez

de se faire ridiculiser par un gouvernement qui croit que le système de santé n'est composé que de trois professions. Elle présentera à la partie patronale un calendrier de rencontres au cours desquelles elle exposera des solutions à mettre en œuvre pour rebâtir le réseau public.

« J'invite le gouvernement Legault à mesurer les impacts sur les soins et les services si le personnel professionnel et technique, pour préserver sa santé physique et psychologique, ne faisait plus de temps supplémentaire et respectait ses pauses et son temps de dîner. Quels seraient les effets sur le temps d'analyse, sur les listes d'attente? Je l'invite aussi à prendre conscience de l'état d'esprit de nos membres qui se voient refuser depuis des mois un traitement juste et équitable, le respect minimal auquel ils et elles ont droit. S'il veut éviter le pire, s'il veut réellement améliorer le réseau public de la santé et des services sociaux, le gouvernement Legault doit donner des mandats clairs dès maintenant à son équipe de négociation pour que l'on puisse enfin réduire la surcharge de travail et favoriser la rétention du personnel professionnel et technique en améliorant sérieusement les conditions de travail », a conclu la présidente de l'APTS.

À propos de l'APTS

[L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux](#) (l'APTS) regroupe et représente quelque 56 000 membres qui jouent un rôle indispensable au bon fonctionnement des établissements du réseau. Nos gens offrent une multitude de services en matière de diagnostic, de réadaptation, de nutrition, d'intervention psychosociale et de soutien clinique et de prévention, autant de services qui s'adressent à l'ensemble de la population.

– 30 –

Pour renseignements : Mathieu Le Blanc
Conseiller en communication et en relations médias
Cell. : 514 609-2906